

LETTRE D'INFORMATION
DU PROGRAMME URB-AL,
programme horizontal de
coopération décentralisée
de la Commission européenne,
destiné aux villes,
agglomérations et régions
de l'Union européenne
et d'Amérique latine



COMMISSION EUROPÉENNE
EuropeAid
Office de Coopération
Direction Amérique latine

Les textes d'URB-AL/INFO sont publiés sous la
responsabilité du Secrétariat technique URB-AL

N° 14
JUILLET-SEPTEMBRE
2001

DANS CE NUMÉRO

En créant **EuropeAid**-Office de Coopération, la Commission européenne a exprimé sa volonté d'améliorer la gestion et la visibilité de l'aide extérieure. Depuis janvier 2001, EuropeAid gère le



Malaga, coordinatrice du réseau n° 6
sur l'environnement urbain.

programme URB-AL.

Parmi ses priorités: réduire le temps nécessaire à la mise en oeuvre des projets approuvés. Lancée fin mai, une convocation unique à **PROJETS COMMUNS** pour l'année 2001 s'adresse aux réseaux 3 à 8.

Elle se clôturera le 31 octobre 2001 et les contrats seront signés au plus tard fin mars 2002.

La rubrique **EUROPE** vous propose une interview exclusive de Charles Picqué, Ministre fédéral belge, chargé de la politique des villes. Au début de la Présidence belge de l'Union européenne, il met l'accent sur l'importance des échanges d'expériences dans la conception de nouvelles politiques urbaines.

AUTRES VOIES: découvrez *Mercociudades*, un réseau de villes en phase avec le programme URB-AL.

Selon la Province de Vicenza, URB-AL est une clé qui ouvre les portes de la coopération active. Montevideo en témoigne avec son superbe recueil d'échanges sur les politiques sociales et Malaga nous livre son approche de l'environnement urbain.

Enfin, en septembre prochain, rendez-vous à **RIO** de Janeiro qui accueillera les autorités locales pour débattre de l'intégration sociale.

RENCONTRE BIENNALE

LA II^e RENCONTRE BIENNALE À RIO

Contre la pauvreté et l'exclusion...

Riche de son expérience en matière de favela-barrio, Rio coordonne la II^e Rencontre biennale du programme URB-AL.

Fondée par les Portugais en 1565, la ville de Rio de Janeiro a été la capitale du Brésil de 1763 à 1960, avant la construction de Brasilia. Actuellement, Rio est la deuxième métropole du pays. Sa population compte plus de 5.550.000 habitants. La ville s'étend sur 86km de côte maritime et occupe une superficie de 1255km².

Du 17 au 19 septembre 2001, Rio de Janeiro accueillera les participants de la deuxième Rencontre biennale du programme URB-AL.

"Intégration Sociale dans la ville", tel est le thème qui sera traité au départ des deux axes suivants :

- Concepts, paradigmes et indicateurs de l'intégration sociale
- Politiques d'intégration sociale à travers le logement et le travail.

Le document de base, qui sert de point de départ à la réflexion et aux discussions, est également le 'fil rouge' des groupes de travail. Les maires et les représentants des collectivités locales d'Europe et d'Amérique latine sont appelés à partager de nombreuses expériences lors de cet événement. Par ailleurs, un bureau spécial est chargé de donner suite aux conclusions de cette rencontre.

E-mail: urbalrio@pcrj.rj.gov.br
Site web: www.rio.rj.gov.br/urbal

URBAL II

La Commission européenne a officiellement communiqué les thèmes des six nouveaux réseaux qui seront constitués prochainement dans le cadre de la seconde phase du programme URB-AL. Les coordinations de ces six réseaux feront l'objet d'un appel à propositions, qui sera publié dans le Journal Officiel des Communautés Européennes (JOCE).

- **Financement local et budget participatif**
- **Lutte contre la pauvreté urbaine**
- **Logement dans la ville**
- **Promotion des femmes dans les instances de décision locales**
- **Ville et société de l'information**
- **Sécurité citoyenne dans la ville**



PROJETS COMMUNS

AVIS AUX RÉSEAUX 3 À 8

Convocation à propositions de projets communs 2001

Fin mai, la Commission a lancé la convocation unique à propositions de projets communs pour l'année 2001, applicable aux réseaux 3 à 8.

Par rapport aux modalités habituelles, deux changements importants sont à signaler :

- le plafond du financement maximum a été porté à 250.000 euros et la part de cofinancement communautaire à 70%,
- une même collectivité locale pourra dorénavant coordonner jusqu'à 3 projets communs dans des réseaux différents.

Le Secrétariat technique attire votre attention sur le fait que le délai de remise, à travers la cellule de coordination de chaque réseau, est le même pour tous et a été fixé au 31 octobre 2001. Par ailleurs, tous les contrats des projets sélectionnés devront être signés avant le 31 mars 2002.

Toutes les modalités relatives à cette convocation ainsi que les formulaires adéquats sont disponibles sur le site www.urb-al.com à la page 'Guide du programme'

URB-AL A DES RÉPERCUSSIONS HEUREUSES ET INATTENDUES

Paternité indirecte

De plus en plus de projets naissent autour et alentour d'URB-AL. Et s'ils ne sont pas les enfants du programme, ils font néanmoins et indéniablement partie de la même famille. Eux aussi sont basés sur l'échange d'expériences.

En dehors des projets et des travaux communs, Vicenza et le Brésil ont démarré plusieurs initiatives qui, sans URB-AL, n'auraient jamais vu le jour.

Ainsi, en décembre dernier au Brésil, une vingtaine de professeurs de l'Université de Caxias ont pu suivre une formation organisée par la Province de Vicenza et la Chambre de Commerce sur la Certification de la qualité en matière agricole, conformément aux normes européennes. Les frais de la formation et du séjour ont été supportés par les associations italiennes tandis que l'université prenait en charge les frais de voyage. Le lien avec URB-AL ? Le projet est né lors du séminaire de Porto Alegre en 2000, dont l'un des invités d'honneur était le recteur de l'Université de Caxias, un des principaux promoteurs de cette formation.

Un autre projet de grande ampleur a également germé à Porto Alegre : l'accord entre le gouvernement fédéral brésilien et la société Autostrada Padova-Brescia Spa, présente au séminaire, afin que celle-ci ait la possibilité de participer aux concours internationaux pour la réalisation de nouvelles autoroutes brésiliennes. Cet accord s'appuie sur des joint-ventures mixtes réunissant, d'une part des technologies et des capitaux européens, d'autre part une main-d'œuvre, des matières premières et des capitaux latino-américains. Les investissements, qui s'élèvent à plusieurs millions d'euros, auront une incidence importante sur la vie de la population.

Par ailleurs, au printemps de cette année, la Province de Vicenza a ouvert un bureau à Santa Maria. Son rôle : offrir à des jeunes brésiliens l'opportunité d'aller travailler durant deux ans dans une entreprise de Vicenza, salaire et logement étant garantis. Ce projet, qui équivaut à une formation de haut niveau, leur permettra



Villa Cordellina Lombardi, emblème du réseau n° 2.

à la fois de se familiariser avec les normes européennes en matière de travail et d'acquérir la maîtrise des techniques de production en vigueur dans les petites et moyennes entreprises européennes.

Ces initiatives ont non seulement le mérite d'exister, mais chacune d'elles offre en outre des perspectives de développement considérables. Tous ces éléments renforcent notre conviction qu'URB-AL est la clé qui ouvrira de nouvelles portes à la coopération active.

Adapté d'un texte d'Antonio Franzina,
attaché culturel à la Province de Vicenza
www.urb-al.net/rete2

COMPTE RENDU DE LA 2^{ÈME} RÉUNION DE TRAVAIL ANNUELLE

Politiques sociales urbaines



Les 31 mai et 1er juin derniers, le Centre de Conférences du Palais municipal de Montevideo a accueilli les participants à cette réunion de travail. Plus de 180 personnes y assistaient, parmi lesquelles des représentants d'une cinquantaine de municipalités d'Amérique latine et d'Europe, des universités et de nombreuses associations et organisations internationales.

Cette réunion a permis de dresser le bilan des trois ans d'activités du réseau, d'affiner le concept des politiques sociales, d'analyser l'état d'avancement des projets communs des 2 convocations précédentes et de lancer la 3^{ème} convocation.

A cette occasion, Montevideo a présenté un ouvrage publié par la cellule de coordination qui, sous le titre "Le réseau n° 5 en mouvement", reprend les échanges entre les experts et fait le point sur le chemin parcouru depuis le lancement du réseau.

Les ateliers étaient axés sur les 5 thèmes suivants :

- l'intégralité et l'universalité de la politique sociale dans les gouvernements locaux
- les politiques socio-économiques : nouveaux défis pour les municipalités
- la culture et l'exclusion sociale
- la planification stratégique locale comme instrument de conception de politique sociale
- le droit à la ville et à la construction de la citoyenneté.

Cette dernière réunion de travail a permis l'élaboration collective de 18 nouvelles propositions de projets communs.

www.montevideo.gub.uy/urbal.htm

TRAVAILLER À LA COHÉSION SOCIALE DANS LA VILLE

Rencontre avec Charles Picqué

De juillet à décembre 2001, la Belgique assume la Présidence de l'Union européenne.

Dans ce contexte, il paraissait opportun de rencontrer Charles Picqué, qui résume toutes les dimensions des politiques locales et urbaines. Aujourd'hui Ministre du gouvernement fédéral belge, en charge de la politique des villes, Bourgmestre de la commune de Saint Gilles depuis 1987, Charles Picqué fut également Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale avant de rejoindre le gouvernement fédéral.

Voici, en synthèse, sa vision des politiques urbaines et sa position par rapport aux échanges d'expériences.

“ Vous le savez, il est très difficile d'isoler LA problématique urbaine, étant donné que la politique de la ville tente de résoudre, de manière intégrée et transversale, toute une série de problèmes (sociaux, économiques, culturels, démographiques, urbanistiques,...). Je tenterai toutefois, durant la Présidence belge, de faire avancer le débat sur un ou deux thèmes urbains spécifiques, car il n'est pas possible d'attaquer sur tous les fronts en même temps. (...)

Un thème me tient particulièrement à cœur : le partenariat de développement avec le secteur privé. Les investissements publics sont souvent insuffisants pour opérer une réelle régénération urbaine. Un partenariat public/privé bien compris et créatif peut contribuer à redynamiser les quartiers défavorisés de la ville. Attention, cela ne signifie pas que l'action première de l'autorité publique ne doit pas se focaliser sur la résolution des problèmes sociaux, notamment les phénomènes d'exclusion. Mais il faut également laisser la place nécessaire à une réflexion sur la relance économique des quartiers défavorisés, en partenariat avec les investisseurs existant et potentiels. (...) Il faut créer les conditions de la remise en confiance des habitants et des

opérateurs économiques vis-à-vis des quartiers les plus défavorisés. (...)

Je suis par ailleurs convaincu, et c'est un deuxième thème prioritaire pour la Présidence belge, qu'il faut travailler à la cohésion sociale de la ville. Il faut certes s'attaquer aux problèmes de mobilité, d'environnement ou de protection du patrimoine, mais il faut aussi que le tissu social de la ville soit marqué par une activation de la citoyenneté. Or celle-ci est impossible dans un processus d'exclusion sociale.

Je suis frappé de voir que dans certains quartiers, les problèmes persistent malgré les rénovations effectuées. On y a certes investi, mais sans se soucier de la cohésion sociale. Il faut donc créer de nouveaux 'métiers de ville', des métiers qui participent au relationnel, au ciment social. (...)

A mon avis, la Présidence belge s'attachera à promouvoir le partenariat de développement, d'une part avec les opérateurs économiques pour tout ce qui est équipements, investissements et logements, et d'autre part avec les opérateurs associatifs pour tout ce qui touche au social. Je m'inscris parfaitement dans la logique du programme URB-AL : pour moi, les



“Il faut créer les conditions de la remise en confiance des habitants et des opérateurs économiques vis-à-vis des quartiers les plus défavorisés.”



Bruxelles: la Grand'Place, patrimoine de l'Humanité



Bruxelles: le Parlement européen

échanges d'expériences et d'informations sont essentiels. D'ailleurs, un 'forum d'échanges' est prévu durant la Présidence belge, qui réunira des représentants de plusieurs institutions et associations ayant réalisé des expériences originales.

Mais pour être vraiment fructueux, ces échanges doivent inclure la connaissance du terrain et la rencontre avec les acteurs. Récemment, je suis allé voir le travail d'une association qui tente de redonner courage à un quartier. Il est certain que, sans cette démarche, je n'aurais pas perçu la dimension humaine des choses et n'aurais eu qu'une connaissance théorique des contraintes et du contexte. (...)

Au niveau international, il est important de comparer des situations comparables, de tenir compte des spécificités. Pour vous donner un exemple... Il y a quelque temps, j'assistais à une réunion où chaque participant devait parler de ce qui était, à ses yeux, une préoccupation majeure. Je me trouvais entre les maires de Sao Paulo et du Caire. Quand ils ont évoqué les problèmes de leur pays, notamment l'absence de réseaux d'égouts et d'arrivée d'eau, j'ai compris que je ne pouvais décemment pas parler de nos petits problèmes de mobilité ou d'insertion professionnelle. Je me suis donc concen-

tré sur les préoccupations communes à toutes les villes. (...)

Ce qui m'interpelle dans la problématique de la ville, c'est qu'elle incarne de manière caricaturale toutes les dérives possibles en matière d'injustice sociale.

Quand on dit qu'à Bruxelles, capitale de l'Europe, 10% de la population est analphabète, au sens des critères internationaux, les gens disent que c'est impossible. Et pourtant, c'est la réalité !

"Je suis un grand partisan des échanges d'expériences, du moment qu'on se donne le temps et les moyens de bien communiquer."

usage économique: on y travaille, on y investit, mais on ignore sa réalité.

Plus que jamais, la ville est injustement traitée. Depuis le Moyen-Age elle n'a jamais eu autant d'importance économique mais, en même temps, c'est elle qui cristallise les ilots d'inégalités les plus criantes. ” ”

Propos recueillis par le Secrétariat technique URB-AL, mai 2001

POUR MIEUX COMPRENDRE CE QUE LES VILLES ATTENDENT DE L'EUROPE

Des villes construisent l'emploi en Europe

L'ouvrage issu de l'enquête de Bernard Brunhes (*Des villes construisent l'emploi en Europe*, Editions de l'Aube, 112p., 14,94 EUR) contient cinq monographies détaillées sur Bilbao, Bologne, Cardiff, Marseille et Sarrebruck. Mais la synthèse inclut également l'analyse des politiques de l'emploi menées à Bordeaux et Grenoble, Osnabruck et Magdebourg (Allemagne), Glasgow et Sheffield (Royaume-Uni), Naples (Italie), Bilbao et Valence (Espagne). Autant de villes, autant de politiques, caractérisées par un taux de chômage plus ou moins important (en progression ou en régression), par l'existence d'un statut de capitale régionale ou de simple pôle urbain, par des processus plus ou moins avancés de reconversion de l'industrie vers les services tertiaires et urbains, par des environnements juridiques et institutionnels extrêmement variés, et enfin par l'élaboration de projets associant tous les acteurs ou, au contraire, par la persistance de rivalités historiques et géographiques. (...)

L'étude constate que 'la dimension européenne n'est pas absente' des politiques urbaines. Mais il s'agit avant tout d'émarger aux fonds structurels ou aux programmes d'initiatives communautaires (Urban, Adapt, Employment), dont l'apport est effectivement indispensable pour des villes souvent endettées. Autant que de moyens financiers, ajoutent toutefois les consultants de Bernard Brunhes, "il semble que les équipes (en charge du développement urbain) recherchent dans les programmes européens des échanges d'expériences, les enseignements des meilleures pratiques, des concepts, une certaine validation des démarches entreprises."

Extrait de l'article d'Alain Reverchon, paru dans le journal 'Le Monde' du 27 mars 2001

Dans ce texte, rédigé avant le séminaire de lancement de Malaga, le coordinateur Pedro Marin Cots se fait le porte parole de son équipe pour présenter le fil rouge du document de base, dévoiler leur conception de l'environnement urbain et leurs espoirs.

A notre avis, l'environnement urbain, c'est l'intégration de divers thèmes qui s'entremêlent dans la vie quotidienne des citoyens et affectent le modèle territorial, l'économie, le système productif, la diversité sociale, culturelle et éducative.

Pour élaborer le document de base, nous sommes partis d'une vision de l'environnement urbain qui fusionne la planification urbaine traditionnelle et le concept plus récent d'environnement, qui a l'ambition de réaliser un traitement intégré du fait urbain. Il s'agit d'obtenir une amélioration de la qualité de vie de la population actuelle, sans compromettre les besoins des générations futures.

Pour nous, le concept d'environnement urbain est étroitement lié à l'aménagement du territoire en tant que base physique où les relations humaines se développent.

Sans doute cette idée de durabilité de l'urbain exige-t-elle de définir plus clairement le modèle territorial des villes, au sens où on veut maintenir les caractéristiques de la ville classique compacte, par opposition au modèle de la ville dispersée.



L'APPROCHE DE L'ÉQUIPE DE COORDINATION

Environnement urbain



Malaga, coordinateur du réseau n° 6

Malaga, comme d'autres villes européennes, est une ville compacte, où, à côté d'un espace central d'activités, il existe d'autres espaces polycentriques (...) ce qui rend possible l'exercice des qualités humaines plus importantes, telles que la convivialité et la communication.

Par rapport à la ville compacte, le modèle le plus récent de ville dispersée, comme Sao Paulo, Bogota, Mexico ou Los Angeles, privilégie l'indépendance des espaces publics de communication, de la résidence et du travail (...).

La ville dispersée, dont les dimensions sont plus importantes en termes d'espace et de population, a comme image de référence le transport privé par de larges voies routières (...), ce qui suppose une consommation d'énergie plus grande par personne ou, ce qui revient au même, un gaspillage des ressources rares et une augmentation considérable de la pollution urbaine.

La capacité de la ville compacte de maintenir et d'améliorer sa qualité de vie réside précisément dans l'observation des changements, afin de pouvoir les organiser et les rendre productifs. Sa valeur consiste à reconverter, avec imagination, les espaces de la ville dont l'usage est dépassé, en nouveaux espaces publics de référence.

Actuellement, les pouvoirs locaux, grâce à leur proximité avec la population, sont perçus comme les plus aptes à corriger le sens de la ville actuelle, davantage axé sur les aspects mercantiles que relationnels, au moyen de politiques qui gèrent la demande malgré le manque d'élasticité des ressources rares (...).

Le réseau n° 6 d'URB-AL I, le dernier à se mettre en route, est au carrefour d'autres réseaux avec lesquels il a des liens étroits. De fait, le document de base montre que notre idée de l'environnement urbain intègre diverses composantes déjà traitées par URB-AL. C'est pourquoi nous avons attentivement suivi les documents produits par les villes responsables de la coordination des autres réseaux.

A travers les débats des groupes de travail qui permettront de lancer des projets communs, nous espérons continuer dans la ligne des échanges d'expériences qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans l'environnement urbain. Et ce, tout en étant conscients de la nécessité d'obtenir des ressources financières afin de mener, surtout en Amérique latine, des actions similaires à celles que présente le document de base.

Au palmarès de Malaga

- l'une des premières villes européennes à s'être dotée d'un Agenda local 21 (Charte verte de Málaga), document spécifiant les actions à mettre en œuvre pour devenir une ville durable.
- longue expérience de gestion de programmes européens: URBAN, POMAL, ECOS OUVERTURE
- prix HABITAT II des bonnes pratiques.

Version intégrale du document de base:
www.urbalmalaga.com

MERCOCIUDADES RENFORCE SES LIENS AVEC URB-AL

Quand les réseaux se donnent la main

La nécessité d'agir dans des contextes internationaux, globaux et régionaux a rendu obsolète la gestion traditionnelle des villes.

Les gouvernements locaux doivent assumer de nouvelles compétences, et la dimension spatiale de leur action évolue. L'interaction de la ville avec l'espace international devient un chapitre de l'agenda urbain.

Ce scénario offre des opportunités de collaboration entre les villes et incite les institutions gouvernementales à rechercher de nouvelles modalités de gestion, comme en témoigne la constitution de réseaux de villes. Leur but: faciliter l'adaptation des stratégies de développement local à la dynamique globale ainsi que l'exploitation des opportunités découlant des processus d'intégration régionale.

A partir du milieu des années 80, le principe du travail en réseau s'est imposé comme modalité de gestion urbaine et a donné lieu à la formation de ce que Sergio Boisier appelle les "Régions virtuelles". Les réseaux transfrontaliers de villes, en particulier, ont acquis une importance croissante, souvent liée à l'amélioration de l'intégration régionale. Le réseau de *Mercociudades* en est un exemple. Fondé en novembre 1995 à Asunción (Paraguay) et composé à l'origine de 11 villes, il rassemble aujourd'hui les intérêts communs de 79 villes d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay.

Les objectifs de *Mercociudades* sont définis dans ses statuts.

1. Obtenir la reconnaissance de *Mercociudades* dans la structure de Mercosur et poursuivre la co-décision dans ses domaines de compétences.
2. Favoriser la création de réseaux au sein d'unités techniques opérationnelles qui développent des actions, des programmes et des projets intermunicipaux d'intérêt commun.
3. Créer des réseaux de communication entre les villes afin de faciliter les échanges d'expériences et d'informations.

La structure institutionnelle du réseau comprend l'Assemblée Générale, le Conseil, le Secrétariat Exécutif, le Secrétariat Administratif Permanent et 12 Unités Techniques.(...)

Après six ans d'existence, le bilan de *Mercociudades* est des plus positifs: établissement de canaux de travail réguliers, échange d'expériences et de compétences communes dans les différents domaines de la gestion urbaine, développement de projets régionaux de coopération, efforts collectifs pour obtenir un espace réservé aux villes dans le processus décisionnel de Mercosur. A ce propos, il faut souligner la récente constitution, à l'initiative de *Mercociudades*, de la Réunion Spécialisée dans les Municipalités et Mairies comme organe dépendant du Groupe Marché Commun au sein de Mercosur.

La reconnaissance du rôle du réseau s'est traduite par une augmentation conséquente du nombre de ses membres, qui est passé de 11 à 79 en six ans. Par ailleurs, le renforcement du 'sentiment d'appartenance' a permis aux membres du réseau d'arriver à un consensus concernant leurs intérêts communs, notamment leur participation aux réseaux thématiques du Programme URB-AL. Les trois villes latino-américaines qui coordonnent les réseaux, c'est-à-dire Montevideo, Rosario et Santiago, font partie de *Mercociudades* et 62 de ses 79 membres participent au moins dans l'un des 8 réseaux d'URB-AL.

Mercociudades reconnaît la contribution d'URB-AL, tant en ce qui concerne le rapprochement entre les communautés latino-américaines et européennes que dans la recherche de solutions aux grands problèmes urbains. C'est pourquoi, lors de la réunion du Conseil qui s'est tenue à Valparaiso (Chili) en novembre dernier, il a été convenu de faire part à la Commission euro-



Rosario, coordinatrice du réseau n° 7 et Secrétariat exécutif actuel de *Mercociudades* (2000-2001)

péenne de l'intérêt particulier que porte *Mercociudades* au programme URB-AL.

En sa double qualité de Coordinatrice du réseau n° 7 du programme URB-AL et de Secrétariat Exécutif de *Mercociudades*, Rosario soutient la décision du réseau de villes du Mercosur de parier sur le renforcement de ses liens avec URB-AL.

Adapté d'un article de Maria del Huerto Romero, co-coordinatrice du réseau n° 7
Site de *Mercociudades*:
www.redmercociudades.org



Valparaiso, prochain Secrétariat exécutif de *Mercociudades* (2001-2002)

CARNET D'ADRESSES

RÉSEAUX URB-AL

RÉSEAU N°2

Conservation des contextes historiques urbains

Coordination: *Provincia di Vicenza*
 Contact: *Dott. Franco Pepe, Capo di Gabinetto*
 Adresse: Amministrazione Provinciale di Vicenza
 Programma URB-AL - Rete n°2
 Contra Gazzolle, 1
 I-36100 Vicenza - Italia
 Tél.: +39 0444 399208 / 326768
 Fax: +39 0444 327825 / 323574
 e-mail: urb-al.rete2@provincia.vicenza.it
 Internet: www.urb-al.net/rete2

RÉSEAU N°3

La démocratie dans la ville

Coordination: *Ville d'Issy-les-Moulineaux*
 Contact: *Mme. Marie Virapatirin*
 Adresse: Programme URB-AL - Réseau n°3
 Hôtel de Ville - Bureau de la coordination
 62, rue du Général Leclerc
 F-92130 Issy-les-Moulineaux - France
 Tél.: +33 1 40957920 / 40956772
 Fax: +33 1 40959725 / 40956532
 e-mail: urb-al@wanadoo.fr
 Internet: www.issy.com/urb-al

RÉSEAU N°4

La ville comme promoteur de développement économique

Coordinateur: Ayuntamiento de Madrid
 Contact: *Sra. Mercedes de la Merced Monge,*
Primera Teniente de Alcalde
 Adresse: Programa URB-AL - Red n° 4
 Antiguo Laboratorio Municipal
 Calle Bailén n° 41- 2ª planta
 E-28005 Madrid - España
 Tél.: +34 91 588 47 60 / 90
 Fax: +34 91 588 47 88
 e-mail: fronn@munimadrid.es
urbal4@munimadrid.es
 Internet: www.munimadrid.es/urbal

RÉSEAU N°5

Politiques sociales urbaines

Coordination: *Intendencia Municipal de Montevideo*
 Contact: *Sra. Marta Ponce de León, Directora de Cooperación y Relaciones Internacionales*
 Adresse: Programa URB-AL - Red n° 5
 Edificio Mercosur (STP Mercociudades)
 Luis Piera 1994
 1120 Montevideo - Uruguay
 Tél./ Fax: +598 2 400 23 38 / 413 66 24 / 413 66 25
 e-mail: red5@deir.imm.gub.uy
 Internet: www.montevideo.gub.uy/urbal.htm

RÉSEAU N°6

Environnement urbain

Coordination: *Ayuntamiento de Málaga*
 Contact: *Sr. Pedro Marin Cots,*
 Adresse: Programa URB-AL - Red n° 6
 Palacio de Salinas
 Salinas n° 6, 1ª planta
 E-29015 Málaga - España
 Tél.: +34 95 260 27 77
 Fax: +34 95 222 30 92
 e-mail: red6@urbalmalaga.com
pmarin@ayto-malaga.es
 Internet: www.urbalmalaga.com

RÉSEAU N°7

Gestion et contrôle de l'urbanisation

Coordination: *Intendencia Municipal de Rosario*
 Contact: *Ing. Roberto Miguel Lifschitz,*
Secretario General
 Adresse: Programa URB-AL - Red n°7
 Av. Belgrano 328 Piso 3º
 AR-2000 Rosario - Argentina
 Tél.: +54 341 421 37 51 / 421 30 14
 Fax: +54 341 449 34 00
 e-mail: urbal@rosario.gov.ar
 Internet: www.rosario.gov.ar/urbal

RÉSEAU N°8

Maîtrise de la mobilité urbaine

Coordination: *Landeshauptstadt Stuttgart*
 Contact: *Ing. Wolfgang Forderer*
 Adresse: URB-AL Programm - Netz nr.8
 Nadlerstraße, 4
 D-70173 Stuttgart - Deutschland
 Tél.: +49 711 216 87 99 / 216 87 98
 Fax: +49 711 216 87 97
 e-mail: urb-al@stuttgart.de
 Internet: www.stuttgart.de/europa/urb-al

POUR INFO

DEUXIÈME RENCONTRE BIENNALE

"L'intégration sociale dans la ville"
 Coordination:
Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro
 Contact:
 Sr. Raul Leite Ribeiro, Embaixador
 Adresse:
 Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro
 Relações Internacionais e Cerimonial
 Palacio da Cidade - Rua São Clemente,
 360 - Botafogo
 22260-000 Rio de Janeiro, RJ - Brasil
 Tél.: +55 21 2862239 / 2861045
 Fax: +55 21 2869246
 e-mail: urbalrio@pcrj.rj.gov.br
 Internet: www.rio.rj.gov.br/urbal

INTERLOCUTEURS

COMMISSION EUROPÉENNE

EuropeAid Office de Coopération
 Direction Amérique Latine
 Unité "Intégration régionale.
 Appui institutionnel"
 Adresse: Programme URB-AL
 Rue de la Loi, 200
 B-1049 Bruxelles - Belgique
 Tél.: +32 2 296 65 52
 Fax: +32 2 299 36 22

SECRETARIAT TECHNIQUE URB-AL

Contact: Chantal Jacquot
 Adresse: Av. de Broqueville, 116- Bte 6
 B-1200 Bruxelles - Belgique
 Tél.: +32 2 775 93 00
 Fax: +32 2 775 93 09
 e-mail: secretariat@urb-al.com
 Internet: www.urb-al.com

PAR AILLEURS

PROGRAMME AL-INVEST

Secrétariat AL-INVEST
 Avenue de Tyras, 75
 B-1120 Bruxelles (Belgique)
 Tél.: +32 2 266 49 00
 Fax: +32 2 266 49 01
 e-mail: info@al-invest.net
 Internet: www.al-invest.org

PROGRAMME ALFA

Bureau d'Assistance Technique
 Rue Joseph II, 36-bte7
 B-1040 Bruxelles (Belgique)
 Tél.: +32 2 219 04 53
 Fax: +32 2 219 63 84
 e-mail: infoalfa@ceeeta.pt
 Internet: www.alfa-program.com